

COMMENT NEUTRALISER LES GROUPES VIOLENTS PAR LE DIALOGUE

Atelier organisé par sahel for expertise & consultancy au Centre Mauritanien d'Echanges et d'Enseignement à Distance, jeudi le 22 janvier 2015.

Durant les quatre dernières décennies, plus particulièrement depuis les événements de Septembre 2001 et les bouleversements consécutifs, le terrorisme a constitué un des facteur déterminants dans toute l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, tant au plan de la lutte contre cette violence nouvelle, son évolution, son expansion, le développement de ses outils que du fait de son instrumentalisation par certains décideurs politiques ; il finira par alimenter des discorde durables, au point de devenir un vecteur autonome de conflits, parfois sans lien avec les causalités conventionnelles.

C'est ainsi que la crise du terrorisme a permis de soulever des questions profondes aussi bien sur le phénomène lui-même, ses ressorts, ses repères, ses victimes, ses domaines et objectifs que sur l'offre de guerre défensive, plus particulièrement les objectifs de celle-ci, ses mécanismes, ses conséquences, ses résultats escomptés et son impact sur le discours ; il en est résulté tout un corps de doctrine, dans le champ des relations internationales ; au niveau interne, chaque Etat, à un degré d'implication plus ou moins décisif, s'est trouvé dans l'obligation – ou l'illusion impérative de celle-ci – d'édicter des contre-mesures préventives et coercitives ; ainsi, l'interaction entre les mouvements accusés de terroristes et les forces qui les combattent, modifia-t-elle la perception et le comportement des deux camps, submergeant, par cela même, la théorie générale de la violence, pour déborder sur le périmètre de la science du pouvoir.

Il serait utile de souligner que bon nombre de recherches et de forums qui ont étudié le sujet mettaient davantage l'accent sur le diagnostic et les causes du phénomène, à distance, quasi-étanche, d'une évaluation de la performance et de l'efficacité de la guerre, éludant alors ses objectifs ambigus, indéfinis et trop ponctuels, d'ailleurs au même titre que le terrorisme lui-même.

Cependant, cette guerre s'est généralement fixée pour but de réduire la marge de manœuvre des groupes terroristes, d'atténuer leur popularité, voire, en ultime ambition, de mettre fin à leur source de soutiens - financier et moral ; elle ne cessera, sans y parvenir durablement, de chercher à interrompre les liens, nourricier et logistique, par des tentatives d'interruption brutale des circuits de financement et de mobilisation ; il fallait paralyser la capacité d'action des groupes visés et s'assurer, ainsi, de leur isolement dans l'environnement social. Quelques chercheurs, de renommée régionale, ne font plus

mystère de leur préoccupation quant à la transformation de ces objectifs en desseins politico-économiques, d'abord dans les sphères de décision en Occident.

Il s'avère que plusieurs pays et groupes d'intérêts ont saisi l'opportunité en vue d'élargir le spectre de la domination et l'étendre à de nouvelles régions d'influence et de richesses, telles les zones d'extraction pétrolière et minière au Moyen-Orient ou en Afrique. Ainsi, une grande majorité des opérations de lutte contre le terrorisme ne cesse de reproduire davantage de facteurs de tensions et d'instabilité, lesquelles, à leur tour, entretiennent ou exacerbent le terrorisme, selon l'idée de l'ancien ministre marocain des affaires étrangères Saad Ed-dine Al-Othmani.

Un regard clairvoyant prouve que certains objectifs de la guerre ont été partiellement atteints, surtout pour neutraliser les moyens usuels de financement des groupes classés extrémistes mais, aussi, au niveau de la destruction des centres de regroupement et d'entraînement.

Cependant, la violence s'est généralement étendue, est devenue plus « totale », a diversifié et développé ses outils et modèles de feinte, touchant ainsi plus de victimes ; pire, elle provoque, ce faisant, un débat sur la légitimité même des contre-mesures défensives ; les praticiens de la politique, les journalistes, les penseurs prospectivistes, les stratèges de l'art militaire et du renseignement, en disputent avec enthousiaste.

Partant, une évaluation critique des modèles empiriques de lutte contre le terrorisme s'impose en vue de remédier aux lacunes et corriger les déséquilibres, pour un meilleur respect de la légalité et de l'équité, au moins pour éviter d'accumuler davantage d'obstacles sur la voie du procès des pays de la région vers la démocratie et l'état de droit. Il ne s'agit pas tant, ici, d'accumuler des victoires sur le champ de bataille que de leur assurer l'unique garantie de longévité : la paix par la justice.

Au lieu de s'en tenir au diagnostic redondant des manifestations et de spéculer à l'infini sur le substrat, il importe, à ce stade de la connaissance, d'ériger une épistémologie froide du phénomène, donc de présenter des propositions généralistes, formulées par des experts d'autorité, afin de parvenir à l'ébauche pluridisciplinaire d'une solution ou de solutions cohérentes, face à une crise protéiforme : les spécialistes, les officiels de sécurité et même les personnes qui ont vécu le phénomène de près, y apporteront, chacun, une bribe de pertinence. Tel se présente l'objectif du centre Sahel pour les études stratégiques (SES) au travers des ateliers techniques dont la première séance sera dédiée au thème : "Comment neutraliser les groupes violents par le dialogue".

La réunion traitera des méthodes éprouvées sur certains membres de ces entités redoutées, des succès éventuels, des échecs et des inconvénients. Une séquence sollicitera de nouvelles propositions, susceptibles d'optimiser l'approche, du moins en améliorer le « rendement » ; des experts indépendants prendront part à l'atelier.